Déclaration du SNUipp - FSU 31 au CDEN du 21 avril 2020

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

« Nous avons les moyens…
… pour assurer la carte scolaire pour la rentrée 2020/2021 »

C'est ainsi, Monsieur le secrétaire général, que vous êtes intervenu au CTsD du 9 avril…
Sauf à avoir subi un confinement précoce, depuis le mois de septembre, il est pourtant difficile de passer à côté de certaines réalités.

Le remplacement, dans ce département est encore une catastrophe. Et qu'on le veuille ou non, cela nuit aux conditions de travail des enseignant·es, aux conditions de scolarisation des élèves et à la continuité pédagogique avant que Blanquer ne l'invente…
Et pensez-vous qu'en laissant le remplacement dans cet état l'année prochaine, nous serons en mesure de faire face aux conséquences de la crise sanitaire que nous vivons, tant du point de vue des personnels que des élèves ? NON !

La non prise en compte des élèves d'ULIS. Depuis des années, nous vous demandons de les prendre en compte pour la carte scolaire. Et bien, même quand il y a enfin une loi qui devrait vous y contraindre, vous ne l'appliquez pas.
Pensez-vous que mépriser loi et élèves handicapé·es va faire avancer l'inclusion dans nos écoles ? NON !

La suppression des décharges exceptionnelles dans les écoles de Toulouse Nord. Ces décharges ont été reconduites et actées par la précédente DASEN lors du CTsD du 8 février 2019. Elles ne méritent donc plus le titre d'exceptionnelles, mais plutôt d'indispensables.
Les difficultés vécues par ces écoles sont connues de l'institution. Difficultés qui avaient conduit à une mobilisation de toute la communauté éducative. Ces difficultés ont-elles disparu lors d'un virtuel et prématuré confinement ? Seront-elles résolues après ce réel confinement ? NON, bien au contraire.

La hausse des seuils en REP+, hors dédoublement… Ce sont bien de ces écoles et de ces élèves que s'est inquiété le Président Macron lors de son allocution. Et bien, se retrouver dans des classes à 24 plutôt qu'à 21, est-ce que cela va améliorer les conditions d'apprentissage et de réussite ? NON !

Aucune création de poste de RASED, alors que ces personnels compétents sont des acteurs essentiels de la résolution de la difficulté scolaire. Pensez-vous que leur absence sera un plus, notamment pour cette rentrée particulière ? NON !

Alors NON, Monsieur le secrétaire général, vous n'avez pas assuré une carte scolaire qui réponde aux besoins des élèves de ce département. NON.

Et le ministre ne vous a pas aidé, Monsieur le secrétaire général, 15 postes pour annuler 33 fermetures ou blocages dans les écoles rurales, le compte n'y est pas du tout. La dotation supplémentaire du ministère ne couvre même pas la moitié des annonces ministérielles, c'est un comble ! Pour le rural, c'est bien, mais une fois de plus cette mesure n'est pas budgétisée, cela se fait donc sur le dos des autres avec 18 postes en moins pour la dotation globale…

Sans un réel et exceptionnel investissement dans l'Éducation, cette rentrée sera IMPREPAREE, loin des enjeux de réussite de tous les élèves, loin d'une politique publique visant à réduire les inégalités, d'autant plus avec la crise actuelle qui les a révélées et aussi exacerbées.

D'autant plus qu'avant septembre, se profile une hasardeuse rentrée de mai…
Le Président Macron a donc annoncé la reprise économique, donc la reprise de l'école/garderie le 11 mai prochain. Personne ne sait comment. Ni lui-même, ni Blanquer, pourtant habituellement si prompt à clamer des certitudes aussitôt démenties…
Personne ne sait comment, mais on sait pourquoi. C'est pour réduire les inégalités…de versement de dividendes, chers au MEDEF qui pour relancer la machine à « fric » a besoin de main d'œuvre déconfinée…

Alors le 11 mai, on fait barrage au Virus en laissant fermés cinémas, restos, et salles de spectacle. Et le 11 mai, on fait aussi barrage au bon sens, en ouvrant tout grand crèches, écoles, collèges et lycées ! C'est sérieux ? La question des inégalités, mise en avant dans le discours du Président, alors que sont poursuivies par son gouvernement des politiques libérales qui les creusent, n'est qu'un prétexte qui ne peut justifier une mise en danger de toutes et tous.
Pour le SNUipp-FSU, il ne peut y avoir de réouverture des écoles sans garanties sanitaires.

Dans la période qui vient de s'écouler, les enseignants ont travaillé sans relâche afin de maintenir un lien scolaire avec leurs élèves. Il n'a jamais manqué d'enseignants volontaires pour assurer l'accueil des enfants des professionnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire, quand bien même sur le terrain les conditions en terme de protection étaient loin d'être réunies pour assurer la sécurité sanitaire. Les enseignants ont démontré un engagement très fort pour le Service Public d'Éducation.

Les services publics… On ne peut pas dire qu'ils aient été aidés, soutenus, écoutés lorsqu'ils se mobilisaient et manifestaient pour défendre la Fonction Publique. Car oui, ce sont bien les mêmes qui sont maintenant au front dans les hôpitaux et qui tiennent à bout de bras le service public d'Éducation.

Le gouvernement doit en prendre acte et redonner à ces services publics les moyens, de fonctionner et d'assurer leurs missions. Ce qu'il nous faut, comme pour l'hôpital, c'est un véritable plan d'investissement massif dans l'École.

Parce qu'il ne s'agit pas de constater les inégalités mises en lumière par cette crise sanitaire mais bien de les combattre durablement, nous demandons que soient mis en place les moyens indispensables dont l'école aura besoin le « jour d'après » et que les réformes néfastes, dans l'Éducation et dans tous les services publics, soient retirées.